



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

I- Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustement de poste pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En application des décrets n°2017-901 et n°2017-902 du 9 mai 2017, il est proposé de mettre en conformité les postes occupés par des assistants socio-éducatifs, afin de les ouvrir à la catégorie A.

Il s'agit des postes suivants :

002016-085	Conseillère sociale de l'Aire de Bionne
002017-279	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-280	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-281	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-291	Travailleur social Dispositif Logement FSL
HA2004-497	Responsable des actions Logements Mobilité, chargé d'accompagnement à la MLJAM
002004-726	Assistante sociale du Personnel
002017-130	Conseiller social Air d'accueil gens du voyage
002017-100	Assistante sociale
002017-101	Assistante sociale

III- Transformation de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 janvier 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Suppression de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 janvier 2019.

V- Confirmation de poste :

- 1) Par délibération n°2018-570 du 18 octobre 2018, le poste de Responsable veille et analyse médias, Directrice adjointe, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-533) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.
 - nature des fonctions : participer à la mise en œuvre de la stratégie de relations des presses politique et institutionnelle aux côtés de la Directrice et des autres membres de l'équipe et contribuer au management de l'équipe. Assurer la veille et de l'analyse média, afin de proposer en conséquence des actions correctrices.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 24 octobre 2012, le poste de Chargé de la communication interne, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2002-110) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.
 - nature des fonctions : assurer la communication en direction des agents de la Ville, de la Métropole et du CCAS de Montpellier par le biais de supports écrits (journal interne, lettre périodique aux agents, lettre à destination des cadres), de messages électroniques (alimentation de l'Intranet des collectivités) et l'organisation de manifestations (accueil des nouveaux agents...).
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de communication des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des agents, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 3) Par délibération du 19 juillet 2018, le poste de Contrôleur de gestion, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2018-071) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Organisation, Etudes, Evaluations.
 - nature des fonctions : Procéder au repérage des missions, activités, prestations et moyens des collectivités. Contribuer au pilotage interne et à l'évaluation et à la conception des procédures. Réaliser des études conjoncturelles d'aide à la décision stratégique et à l'analyse des coûts.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du contrôle de gestion,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des agents, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 4) Par délibération n°13384 du 12 novembre 2015, le poste de Chef de projet e-services et culture, qui relève du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2012-015) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Ressources Informatiques.

- nature des fonctions : conduire les projets informatiques des établissements « externes » (Médiathèques, Musées,...), en conformité avec les référentiels de la Collectivité, organiser le travail avec les groupes de projets (internes et externes) et assurer le pilotage des prestataires informatiques liés à ses projets.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'informatique
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets informatiques, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 5) Par délibération n° 14570 du 29 mars 2017, le poste d'Ergonome, qui relève du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2017-111) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Qualité de vie au travail du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial.
- nature des fonctions : étudier les relations entre l'Homme et un système de travail, afin d'améliorer les conditions de travail, en termes de sécurité (prévention des accidents), de santé, de pénibilité, de bien-être ou pour favoriser le développement et l'épanouissement des agents. Conduire des interventions et réaliser des études sur des problématiques et dans des domaines divers (conditions de réalisation du travail, conceptions des lieux de travail...).
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'ergonomie.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets informatiques, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 6) Par délibération n°2018-642 du 3 décembre 2018, le poste d'attaché de presse qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-535) a été transformé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.
- nature des fonctions : Assurer et développer les relations presse de la Ville et de la Métropole de Montpellier auprès des supports médias écrits, TV, radio et web au niveau local, régional, national et international. Valoriser auprès des médias les actions des collectivités. Assurer un maximum de retombées presse positives pour les collectivités.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte de la création, des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de poste.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-73411-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Annexe 1 non annotée Créations Conseil 03 12 2018
- Annexe 2 non annotée MEC Conseil du 31 janvier 2019
- Annexe 3 non annotée transformation conseil du 31 janvier 2019
- Annexe 4 non annotée suppression Conseil du 31 janvier 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.